



## CONDITIONS GÉNÉRALES D'UTILISATION DES SERVICES EN LIGNE DU SERVICE

### « Visio »

Version 1.0 en date du 23/03/2020

Les présentes Conditions Générales d'Utilisation (« CGU ») s'appliquent au service de visio-conférence dédié au secteur médico-social (ci-après désignée comme « le Service ») et proposé par la société actimeo sarl (Marmande). Ce service est gratuit pour l'utilisateur.

Les présentes conditions générales d'utilisation ont pour objet d'encadrer l'accès et les modalités d'utilisation du Service. Nous vous invitons à en prendre attentivement connaissance.

L'utilisation de notre Service de réservation emporte l'adhésion, sans réserve, des clients réservant un espace de visioconférence table (ci-après, l' « Utilisateur » ou les « Utilisateurs »), aux présentes CGU, sauf conditions particulières consenties par écrit par actimeo.

A défaut d'accepter les CGU dans leur intégralité, les Utilisateurs sont tenus de s'abstenir d'accéder et d'utiliser le Service.

Les présentes CGU peuvent être révisées à tout moment. Si l'Utilisateur n'est pas d'accord avec les termes de la nouvelle rédaction de la clause de protection des données à caractère personnel, il aura la possibilité de supprimer son compte.

Tout autre document que les présentes CGU, et notamment catalogues, prospectus, publicités, manuels n'a qu'une valeur informative et indicative non contractuelle.

### **ARTICLE 1 : LA SOCIETE PRESTATAIRE :**

La société actimeo, SARL au capital de 6 000 € ayant son siège 2 rue des Frères Hyatt 47200 MARMANDE immatriculée au RCS de Agen sous le numéro 532650769 désignée ci-après « Éditeur »

### **ARTICLE 2 : LA PRESTATION**

A. Le prestataire de service offre un service de visio-conférence disponible sur le site web <https://visio-action-sociale.org>.

B. L'utilisation du Service conformément aux présentes Conditions Générales est gratuite pour l'Utilisateur.

Toutefois, l'Utilisateur reconnaît que le Service pourra renvoyer à des prestations de services payantes.

## ARTICLE 3 : CONDITIONS D'UTILISATION DU SERVICE

A. Pour pouvoir utiliser le service, l'Utilisateur se connecte via son navigateur Internet ou une application de Smartphone.

B. L'Utilisateur accepte les présentes CGU à l'entrée d'un espace de visio-conférence.

## ARTICLE 4 : LES OBLIGATIONS DE L'UTILISATEUR

**L'Utilisation du Service est exclusivement réservé aux professionnels exerçants au sein:**

- Des organismes non lucratifs du secteur social, médico-social et sanitaire.
- Des organismes privés de prise en charge médico-sociale de personnes (par ex. EHPAD ou cliniques).

**L'Utilisateur s'engage à ne pas :**

- Utiliser le service d'une manière susceptible de nuire au service.
- Utiliser le service dans un cadre non professionnel ou sans lien direct avec le secteur médico-social.
- Utiliser le service dans un cadre commercial.
- Utiliser un processus ou un service automatisé pour accéder et/ou utiliser le service.
- Endommager, désactiver, surcharger ou détériorer le service, ni interférer avec son utilisation et sa jouissance par quiconque.

## ARTICLE 5 : DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

L'éditeur collecte des données techniques à caractère personnel de l'Utilisateur lors de la connexion au service.

Les données personnelles collectées auprès de l'Utilisateur ont donc pour objectif la mise à disposition du Service mais également son amélioration et le maintien d'un environnement sécurisé.

**Plus précisément, les utilisations des données personnelles sont les suivantes :**

- Contrôle des accès au service.
- Gestion du fonctionnement et optimisation du service.
- Vérification, identification et authentification des données transmises par l'Utilisateur.
- Mise en œuvre d'une assistance Utilisateur.
- la personnalisation des services en affichant des publicités en fonction de l'historique de navigation de l'Utilisateur, selon ses préférences.
- La prévention et la détection des fraudes, malwares (malicious softwares ou logiciels malveillants) et la gestion des incidents de sécurité.

Afin de protéger au mieux les données à caractère personnel de l'Utilisateur final, L'éditeur met, dans le cadre de sa Politique de confidentialité des mesures organisationnelles, techniques, logicielles et physiques en matière de sécurité du numérique pour protéger les données personnelles contre les altérations, destructions, et accès non autorisés. Toutefois, il est à signaler qu'internet n'est pas un environnement complètement sécurisé de sorte que l'Éditeur ne peut pas garantir la sécurité de la transmission ou du stockage des informations sur internet.

> [Cliquer ici pour consulter la Politique de confidentialité du service action-sociale.](#)

## ARTICLE 6 : MODIFICATION DU SERVICE

- A) L'Éditeur se réserve le droit de modifier ou suspendre le Service ou certaines fonctionnalités à tout moment et pour quelque raison que ce soit sans préavis et sans obligation de justifier son acte.
- B) L'annulation ou la suspension par L'Addition peut ne pas être motivée et peut être faite sans préavis. Une fois le service suspendu, le service ne peut plus être utilisé par l'Utilisateur et les données personnelles de l'Utilisateur seront détruites.

## ARTICLE 7 : LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

- A) L'Éditeur fournit le Service « en l'état », « avec toutes ses imperfections » et « tel que disponible ». L'Éditeur ne garantit pas l'exactitude des informations fournies dans le cadre du service. L'Éditeur n'accorde aucune garantie expresse.
- B) L'Éditeur ne garantit aucunement et de quelque façon que ce soit les produits, services et/ou pratiques commerciales des tiers présents sur son site.
- C) Compte tenu des spécificités du réseau Internet, l'Éditeur n'offre aucune garantie de continuité du service, n'étant tenue à cet égard que d'une obligation de moyens.
- D) La responsabilité de l'Éditeur ne peut pas être engagée en cas de dommages liés à l'impossibilité temporaire d'accéder au Service.
- E) De façon générale, l'Utilisateur accepte et reconnaît que la réservation d'un espace de visioconférence ne soit pas garantie.
- F) L'Utilisateur s'engage à exonérer l'Éditeur dans tous les cas de responsabilité, de dommages, de pertes ou de dépenses pour tous dommages ou pertes causées à des biens ou à des tiers trouvant leur origine de quelque manière que ce soit dans le Service.
- G) L'Utilisateur ne peut prétendre à aucune indemnisation pour tout dommage, y compris les dommages consécutifs, spéciaux, indirects, incidents, les pertes de bénéfices. Cette limitation s'applique également si l'Éditeur avait ou aurait dû avoir connaissance de l'éventualité de tels dommages.

## ARTICLE 8 : MANQUEMENT AUX CGU

En cas d'inexécution ou de non-respect par l'Utilisateur de l'une des obligations et stipulations prévues par les présentes CGU, l'Éditeur pourra modifier, suspendre, limiter ou supprimer l'accès au service, sans que celui-ci ne puisse réclamer aucune indemnité quelconque.

Ainsi, chaque Utilisateur s'engage à s'abstenir d'exploiter ou utiliser, faire des copies ou enregistrer ou créer des fichiers des données personnelles des autres Utilisateurs à leurs propres fins ou pour le compte de tiers, sans leurs consentements formels.

L'Éditeur sera en droit de réclamer des indemnités destinées à compenser le préjudice subi du fait du manquement aux CGU par l'Utilisateur.

## **ARTICLE 9 : DIVERS**

- A) Toutes les stipulations des présentes CGU s'appliquent dans toute la mesure permise par la loi.
- B) Dans l'hypothèse où une stipulation des CGU serait déclarée nulle et donc non applicable, les autres stipulations desdites CGU continueraient à trouver application.
- C) L'Éditeur se réserve le droit de céder tout ou partie du Service, à tout moment, avec ou sans préavis.
- D) L'Utilisateur s'engage à ne pas céder tout ou partie, provisoirement ou de façon permanente, de ses droits d'utiliser le Service à un tiers. Toute tentative de cession de la part de l'Utilisateur sera nulle et non avenue.

## **ARTICLE 10 : LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE**

- A) Les présentes CGU sont soumises au droit français.
- B) Toute contestation et/ou difficulté d'interprétation ou d'exécution des présentes CGU relèvera des tribunaux compétents sis à Agen.